

# Avant virage, coup d'œil dans le rétroviseur...

Par *Francis Sitel*. 17 avril 2025

Nous sommes dans une phase de grands changements pour toute la gauche, et donc aussi pour Ensemble. De ce fait il peut être utile voire nécessaire d'opérer un retour sur les parcours des différentes composantes de notre mouvement. Sans cultiver la nostalgie ni chercher à régler des comptes, le souci devrait être de permettre une approche critique de ce qu'ont pu être au long de ces parcours erreurs et pièges, et de dégager des acquis dans la perspective des redéfinitions en cours et à venir. Nous engageons ici une telle démarche pour ce qui concerne l'ex-Gauche unitaire.

1- Pour les militantes et militants qui furent à l'origine de la création de la GU, l'acte fondateur fut l'opposition au choix politique décidé par la majorité de la LCR et de sa direction d'engager un processus de dissolution de la LCR pour créer ce qui allait s'appeler le NPA.

La difficulté était que de longue date au sein de la LCR le courant oppositionnel dont faisaient partie certains de ces militants (au final sous l'intitulé du courant Unir) avait préconisé un « dépassement » de la LCR dans la perspective d'inscrire celle-ci comme courant d'un « parti large » réunissant des composantes différentes qui partageraient la perspective stratégique d'une transformation sociale radicale.

Une telle problématique renvoyait à la rupture ancienne avec la conception de la LCR comme organisation d'avant-garde, « noyau du futur parti révolutionnaire » (par son programme marxiste révolutionnaire, concentrant les acquis du mouvement révolutionnaire). Un tel changement prenait en compte plusieurs éléments décisifs :

° Le fait que l'objectif de la révolution tel qu'actualisé au cours des années 1970-1980 avait basculé derrière la ligne d'horizon, ce qui invitait à élaborer une perspective de rupture avec le capitalisme selon une stratégie démocratique de « réformisme radical ».

° La crise du mouvement ouvrier ne pouvait plus être caractérisée simplement comme une « crise de direction » mais s'avérait générale et touchant aux fondements mêmes des diverses organisations : déclin du PC, évolution du PS vers le néolibéralisme assumé, marginalisation et difficultés des organisations d'extrême gauche et de gauche radicale... Et aussi obligation d'intégrer à la problématique de la rupture avec le capitalisme des données jusque-là non ou insuffisamment prises en compte, en particulier les impératifs d'ordre démocratique, féministe et écologiste...

° Idée que dans ces conditions existaient des possibilités de recomposition politique qu'il convenait de cultiver et de leur fixer la perspective d'une traduction politique en termes de « parti large » (avec référence, en toute conscience des différences de situation, au PT brésilien et à l'expérience du courant Démocratie socialiste). Le mouvement social de 1995, la mobilisation unitaire en faveur du « non de gauche » au TCE, qui s'était prolongée et approfondie avec la recherche de candidatures unitaires pour les élections de 2007, apparaissaient comme des confirmations du potentiel existant.

2- La direction de la LCR majoritairement, loin de partager cette problématique lui était assez profondément hostile. La candidature Besancenot en 2002 et son succès non négligeable avait amené à théoriser l'idée qu'existerait un « vide politique » entre le PS et la gauche révolutionnaire, qui offrait de grandes possibilités pour le développement de la LCR. Ce qui conduisit à refuser la concrétisation de candidatures unitaires pour 2007 (possibilité dans le même temps sabotée par le PC qui voulut à toute force imposer la candidature « unitaire » de M.-G Buffet). L'objectif était de recueillir les fruits d'une nouvelle candidature Besancenot. Laquelle rencontra en effet un succès encore plus marqué qu'en 2002.

C'est dans les conditions résultant de cette situation que s'imposa au sein de la direction de la LCR un choix audacieux : une dissolution de la LCR, qui était un gage de rupture nette avec les pesanteurs du passé, pour créer un nouveau parti, largement ouvert puisque sa seule référence était celle de l'anticapitalisme. Donc un « parti large » et non un parti révolutionnaire, mais dont l'armature militante et la direction étaient constituées par la majorité de la direction de l'ex-LCR.

Une absence assumée de pluralisme qui signifiait que l'entreprise n'était pas de l'ordre d'une recombinaison politique, mais bien d'une opération aventureuse à visée hégémoniste. D'emblée des problèmes étaient posés par certains groupes et courants déterminés à imposer le caractère « révolutionnaire » du nouveau parti, quant aux problèmes de fonctionnement démocratique ils furent présents dès le congrès de fondation (l'exercice du droit de tendance qui avait été central dans la vie de la LCR n'étant pas vraiment reconnu au sein du parti qui se constituait).

3- Pour le NPA, qui eut alors un réel pouvoir d'attraction, les difficultés surgirent rapidement à partir de différents problèmes.

L'un fut représenté par l'existence du Front de gauche, qui invalidait la thèse du « vide politique » à gauche du PS.

Pierre Rousset souligne à juste titre que le NPA s'est trouvé pris à contre-pied par des événements survenant dans le même temps que son lancement : la sortie de Mélenchon du PS et le choix avec le PCF de créer le Front de gauche, initialement Front de gauche pour les européennes de 2009.

Il faut rappeler que lors du congrès de fondation du NPA, une autre voie que celle de l'isolement était possible : dès lors que la dissolution de la LCR était actée et qu'il n'était pas envisageable de remettre en question la constitution du NPA, proposition fut défendue que le NPA qui se créait engage une discussion dans la perspective de s'engager dans cette alliance électorale du Front de gauche pour les européennes à venir. Proposition qui n'eut qu'un très faible écho. Ce qui conduisit à créer Gauche unitaire, dans la perspective de devenir une composante dudit Front de gauche.

Les discussions avec le PC et le PG conduisirent à l'acceptation que GU courant issu de la LCR s'inscrive comme troisième composante de ce Front de gauche (duquel fut écarté le courant de J.-P. Chevènement qui de son côté envisageait cette possibilité, mais qui aurait déporté le centre de gravité de l'alliance vers des positions assez nettement nationalistes et anti-européennes).

Le choix de constituer la GU comme petite organisation indépendante relevait d'un pari fort audacieux. Face au PC, et aussi à un moindre degré au PG, il était difficile de « faire le poids » et de se maintenir sur le moyen terme.

La direction du PG ne ménagea pas ses efforts pour convaincre GU d'intégrer un parti qui présentait une surface politique non négligeable et se définissait comme le Die Linke à la française. GU décida d'écarter ce choix et s'en expliqua sur le fond avec le PG. La perspective devait être une

recomposition d'ampleur permettant l'émergence d'une force politique nouvelle, donc à partir du dépassement de ce qu'étaient le PC et le PG. Il semblait que GU, quelles que soient ses limites, pouvait jouer un rôle pour contrecarrer les tensions rapidement manifestes entre PC et PG, en vue de défendre un certain nombre d'acquis politiques spécifiques et pour favoriser la progression souhaitable du Front de gauche vers la constitution d'une telle force nouvelle.

C'est donc en tant que composante spécifique du Front de gauche que GU participa activement aux campagnes électorales européennes et régionales où sept membres de GU furent élus conseillers régionaux.

Cette spécificité maintenue de GU au sein du Front de gauche avait permis à des militants issus d'autres histoires que celle de la LCR de rejoindre GU, conduisant à ce qu'au sein de cette organisation une quasi parité s'établisse entre militants porteurs de ces autres expériences et militants ex-LCR.

4- Un double mouvement a accompagné l'installation du Front de gauche sur le champ politique et ses participations aux élections.

D'une part, une attractivité qui permit que plusieurs courants politiques le rejoignent progressivement, porteurs de traditions et cultures différentes : les courants issus du NPA (C&A, puis la GA), République et socialisme (issu du mouvement des citoyens), le PCOF, la FASE née des collectifs ayant porté la campagne Bové et incluant le courant des Communistes unitaires, les Alternatifs...

D'autre part, la dynamique confirmée sur le plan électoral et par l'audience dans différents secteurs de la gauche ne s'avérait pas suffisante pour surmonter les contradictions entre le PC et le PG, ni de s'arracher au seul cadre des alliances électorales afin de mener des campagnes politiques d'intervention et d'élaborer des perspectives stratégiques.

5- GU a été rapidement préoccupée de réaliser des regroupements entre les différents courants ne se rattachant ni au PC ni au PG. Une discussion avec le PCOF montra qu'il n'y avait pas de positions stratégiques communes, la discussion avec R&S amena à envisager une fusion entre les deux courants, mais cette discussion ne déboucha pas du fait de logiques politiques qui s'avéraient assez divergentes. Les discussions furent plus longuement menées en particulier avec C&A, puis avec la GA, lesquelles s'appuyaient sur une histoire et un capital politique largement communs. Mais la vraie recomposition prenait corps avec les discussions entre la FASE, les Alternatifs, C&A et GA en vue de constituer un nouveau mouvement au sein du Front de gauche, lequel prendrait le nom d'Ensemble.

Ce processus plaçait GU devant un choix décisif qui allait conduire à son explosion. Une nette majorité considérait comme une évidence que GU devait s'inscrire dans ce processus de recomposition interne au Front de gauche. Ce à quoi s'opposait le groupe autour de Picquet, qui dénonçait la régression gauchiste qui leur semblait définir ce rapprochement (dont il s'est avéré par la suite que pour Picquet cela renvoyait à un jugement d'échec de la LCR suite à sa mise en extériorité par rapport à l'Union de la gauche dans les années 1970). En fait ce groupe était en recherche d'autres perspectives plus conformes à ses intérêts spécifiques. Pour s'emparer du capital que représentait GU il eut recours à des procédés d'exclusions bureaucratiques totalement invraisemblables. Il s'est avéré que le centralisme directionnel qui avait été instauré au sein de GU, terrain favorable au développement de comportements autoritaires et administratifs, avait rendu possibles de telles dérives difficiles à contrecarrer.

De cette dure expérience un enseignement peut être tiré. Dans une logique de recomposition politique il est utile et nécessaire d'assumer la cohabitation avec des courants pour lesquels la politique est largement marquée par l'inscription dans les institutions et guidée par les privilèges afférents. Mais l'expérience montre qu'il peut en résulter des phénomènes de contamination qu'il n'est pas facile d'anticiper et de contrecarrer tant ils apparaissent contraires à la culture et aux mœurs politiques héritées d'une histoire militante toute différente.

6- Cet épisode qui conduisit à la destruction de GU comme organisation indépendante s'inscrit aussi dans une phase de progressive involution de la dynamique initiale du Front de gauche.

On peut disserter à l'infini sur la part relative de responsabilités du PC et du PG dans l'affaiblissement du Front de gauche puis dans sa dislocation. Les différences quant à la position par rapport au PS, pour réelles qu'elles soient, n'expliquent pas tout. De même que la dénonciation de la nature de cartel électoral du Front de gauche, état qui renvoie à des problèmes plus fondamentaux. La différence sous-jacente qui n'a pu être surmontée oppose deux logiques divergentes : le PC se débat pour résister à un déclin qu'il vit comme irréversible, alors que le PG tel que porté par le projet de Mélenchon cultive une ambition d'hégémonie à gauche, qui s'est concrétisée avec le choix pour la présidentielle sous l'intitulé « Mélenchon-2017 ».

Cette opposition de visions et de conceptions politiques différentes a miné le Front de gauche, l'empêchant de surmonter un électoralisme étouffant, de mener des campagnes et d'engager une réflexion d'ordre stratégique (Cf. la paralysie du Conseil national, l'étiollement des Estivales...)

7- Quel bilan d'Ensemble ?

Il n'est pas difficile de mettre en lumière les limites et faiblesses du mouvement, qui sont devenues prégnantes en fonction de l'affaiblissement du Front de gauche qui devait être le vecteur d'une transformation politique permettant de pallier ces difficultés.

Mais les 2 questions de vérité sont ailleurs et se combinent :

- ° Était-il juste politiquement de s'inscrire dans le Front de gauche ?
- ° Était-il juste politiquement de constituer Ensemble ?

En toute lucidité, compte tenu de la situation actuelle, c'est une double réponse positive qu'il faut apporter.

Le Front de gauche a représenté une réponse partielle et fragile à une situation de crise systémique du mouvement ouvrier. A celle-ci il faut apporter des réponses qui sont de dépassement des réalités antérieures de division et de sectarisme. Il faut une perspective redéfinie de rupture avec le capitalisme et de combat pour une transformation radicale, sociale, démocratique, écologiste, féministe, internationaliste. Il faut une construction politique nouvelle qui soit pluraliste et démocratique.

Le Front de gauche au cours des dernières années a représenté un cadre qui permettait de défendre ces principes. Son échec actuel n'invalide pas les appréciations qui ont conduit à s'y inscrire et à s'attacher à le construire.

Quant à Ensemble, ce mouvement a permis une intervention commune auprès des partenaires que sont le PC et le PG. D'engager des débats de fond et de long terme avec des courants écologistes, et récemment et modestement avec des courants socialistes. A travers les universités d'été, les stages et nombre de débats, a été engagé un travail d'élaboration politique qui est vital pour l'avenir.

Ensemble est porteur de positions partagées sur les questions de l'émancipation, de la démocratie, du féminisme, de l'autogestion, de l'internationalisme, qui sont inégalement partagées par les courants politiques avec lesquels nous travaillerons et avec qui il convient d'envisager une perspective politique et organisationnelle pouvant devenir commune. C'est également vrai d'un mode de fonctionnement politique qui, malgré toutes ses limites, permet un échange libre et à quelques exceptions près respectueux entre des positions différentes sur plusieurs questions. Les désaccords aujourd'hui existant à propos de la campagne de Mélenchon et du devenir de La France Insoumise ne sauraient relativiser le commun qui a été construit au cours des dernières années par Ensemble.

Il n'y a pas de problème insurmontable si ces désaccords sont compris et vécus comme d'ordre tactique (autour du choix de l'investissement dans les collectifs de FI en tant que « groupes d'appui » à des campagnes électorales présidentielle puis législatives), voire avec le souci de peser sur le devenir d'un mouvement qui se pose le problème de sa transformation en mouvement pérenne selon des modalités et des objectifs qui restent à définir. En revanche, si cet investissement conduit à mettre en cause l'existence d'Ensemble comme mouvement indépendant politiquement, cela signifierait que le ralliement à FI relève d'une option d'ordre stratégique, laquelle ne saurait être partagée par tous les membres, collectifs et courants qui forment Ensemble. Des divergences existent quant au caractère positif de FI, et aussi sans doute quant à ce que représente Ensemble.

Autant il sera facile de se mettre d'accord quant à ce que sont les faiblesses d'Ensemble, autant il ne saurait y avoir accord avec une orientation qui couplerait une valorisation excessive de ce que représente FI avec une dévalorisation non moins excessive de ce qu'est Ensemble. Ce serait confondre le jugement critique qu'on peut porter sur les capacités d'Ensemble - à définir une orientation stratégique, des réponses à la crise du mouvement ouvrier dans la perspective de l'auto-émancipation...-, et le renoncement conduisant à estimer qu'une telle recherche n'est plus à l'ordre du jour, dès lors que les réponses seraient censées exister avec ce qu'est appelée à devenir La France Insoumise.

Loin de toute précipitation au nom d'un volontarisme exagéré, il convient de prendre le temps d'approfondir les visions et appréciations des uns et des autres. En conscience que dans le contexte actuel le pluralisme et la diversité des expériences existant au sein d'Ensemble, rendues possibles par une visée stratégique partagée dans ses fondamentaux, n'est certainement pas un handicap, mais bien un atout précieux.